



Faire circuler
dans ton quartier

MARDI 31 JANVIER 2006

CONTRE LE NEOLIBERALISME DE CHIRAC – SARKOZY – DE VILLEPIN ET DES PARLEMENTAIRES QUI LES SOUTIENNENT

RASSEMBLEMENTS

- BOURGES 10 H 30 Place Séraucourt
- VIERZON 11 H 00
- ST-AMAND 10 H 30
- ST-FLORENT 10 H 30
- LA GUERCHE 10 H 00

TOUTES LES RAISONS POUR LES RETRAITES DES E.M. DE BOURGES ET AVORD DE PARTICIPER ACTIVEMENT.

CHIRAC redécouvre subitement la fracture sociale et annonce une série de mesures pour tenter d'endiguer le profond mécontentement que sa politique suscite. Sauf à être amnésique, quel crédit pouvons-nous apporter à ses promesses ! D'autant qu'il fait immédiatement annoncer par DE VILLEPIN une série de mesures qui, en étendant encore la précarité et les bas salaires, irait à l'encontre de la nécessaire relance de la consommation pour stimuler la croissance, à l'encontre du nécessaire besoin de recettes pour les caisses de la Sécu (retraites, santé, famille, chômage) avec les nouvelles exonérations patronales qui accompagneront ces mesures. Le Contrat Nouvelle Embauche (CNE) pour les chômeurs, le Contrat Premier Emploi (CPE) pour les jeunes, le Contrat à Durée Déterminée de 18 mois (renouvelable une fois) pour les seniors, c'est cela. Quel crédit apporter alors à sa proposition sur le financement de la Sécu, par la bascule d'une fraction des cotisations patronales sur une cotisation assise sur l'ensemble de la valeur ajoutée des entreprises, quand, dans le même temps, il fait monter au créneau les ultralibéraux de sa majorité parlementaire, avec le soutien du MEDEF, pour le transfert des cotisations patronales sur une TVA sociale qu'acquitteraient les consommations !...

Et dans le même temps, un grand tapage médiatique est orchestré contre la dépense publique qui serait la cause de la dette de l'Etat (1.100 milliards d'euros) pour annoncer de nouvelles mesures d'austérité à la Sécu, de suppression d'emplois de fonctionnaires, de nouvelles privatisations. Mais les médias ne disent pas un mot sur les causes de l'augmentation de la dette publique depuis 2001 que sont la baisse des impôts des riches, la baisse des impôts des sociétés qui contribue à l'augmentation des bénéfices et des dividendes distribués, et les nouvelles niches fiscales.

Et après les profits record annoncés par les sociétés du C40 l'année 2004 (progression de 36,4 %), l'année 2005 s'annonce encore belle avec une promesse de progression de 25 % minimum.

TROP C'EST TROP
DE L'ARGENT POUR AUGMENTER NOS RETRAITES,
DE L'ARGENT POUR L'EQUITE DE SOINS POUR TOUS,
IL Y EN A.

**C'EST CE QUE NOUS EXPRIMERONS AVEC FORCE
ET DETERMINATION LE 31 JANVIER 2006.**

Bourges, le 26 janvier 2006